

Cycle « Mondialisation » (9.04.1998)

Michel Husson

Michel Husson :

Mon exposé sera organisé en trois points. Le premier cherchera à définir la mondialisation et à examiner en quoi il s'agit d'un phénomène nouveau. Le second sera consacré aux rapports Nord-Sud, avec cette dimension de mise en concurrence, de délocalisation et de bas salaires. Enfin un dernier point se posera la question des axes de résistance, des attitudes possibles à l'égard de la mondialisation, notamment autour de l'idée de clauses sociales qui est discutée à la fois dans les pays du Nord et dans les pays du Sud.

Les définitions de la mondialisation combinent toujours plusieurs dimensions. Je retiens ici celle de Boyer, donnée dans un petit livre sur la mondialisation, et qui considère quatre éléments. Donc, premièrement, c'est l'accroissement des mouvements d'échanges mais surtout des mouvements d'investissements, à savoir des investissements directs et croisés, etc. Deuxièmement, c'est une globalisation de la production, à savoir le fait qu'il y a des entreprises qui sont, d'une certaine manière, à cheval sur plusieurs pays et qui règlent leur production, mais aussi leurs débouchés, sans dimension nationale et en raisonnant à l'échelle d'un marché plus au moins mondial. Troisième point, c'est la mondialisation financière, où il y a une fluidité des capitaux sous leurs formes les plus volatiles et qui exercent une pression et une homogénéisation des critères de rentabilité à l'échelle mondiale. Et, quatrième effet, qui est plus une conséquence des précédents, c'est l'idée que les États-nations ont perdu toute autonomie, en tout cas une grande partie de leur autonomie, en ce qui concerne la possibilité de définir des politiques économiques au niveau national.

Il y a deux positions extrêmes, l'une disant que cela est absolument nouveau, que cela n'a jamais existé auparavant et qu'il n'y a pas de point de repères dans l'histoire du capitalisme pour juger de ces processus, et l'autre disant qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. J'aurais tendance à dire qu'il faut essayer de combiner les deux. Ces deux positions conduisent en effet à des analyses, et même à des implications, qui sont relativement en décalage par rapport à la réalité.

Par rapport à l'idée que cela n'est pas complètement nouveau, il y a des éléments, notamment dans le livre de Bairoch¹ sur les mythes économiques. Il y a toute une littérature en particulier britannique qui montre que si nous prenons des indicateurs mesurant le degré d'internationalisation de l'économie, il y a eu des périodes de son histoire, où le capitalisme était internationalisé dans des proportions comparables à ce qu'il est aujourd'hui. Donc, c'est un premier point de remise en cause. Et il y a un autre débat, qui est compliqué, selon lequel il faut relativiser malgré tout l'idée de groupes réellement multinationaux, qui seraient complètement détachés de toute base nationale. Quand on y regarde de près, l'argument consiste à dire qu'il y a, en fait, peu de groupes multinationaux qui n'aient pas une appartenance nationale, qui ne bénéficient pas d'aides publiques ou ne disposent pas d'une source de financement exclusivement centrée sur des capitaux qui appartiennent à un ensemble national. Finalement, il n'y a pas tant que cela de groupes réellement globaux. Il y a donc là quelque chose qui est à travailler et la réalité est plus contradictoire qu'on le dit, parce que la dimension d'enracinement par grandes zones de l'économie mondiale continue à avoir un sens important.

Sur le problème de la finance, et le problème des institutions, c'est-à-dire les points 3 et 4 de la définition, les réserves sont plus fondamentales. Premièrement, sur l'aspect de la financiarisation, il y a un problème de méthode tout à fait fondamental. C'est notamment là dessus qu'il y a un débat qui est, peut être, un débat un peu ésotérique, avec François Chesnais, qui consiste à dire que c'est renverser l'ordre des choses que de définir la période actuelle par la financiarisation et que sa caractéristique primordiale, par rapport à la phase qu'on a connu durant les Trente glorieuses, c'est un mode différent de répartition des richesses. C'est en fait une augmentation, tout à fait considérable, de la part des profits dans la valeur ajoutée des entreprises. C'est aussi le fait qu'on a une non-redistribution aux salariés des gains de productivité, ni sous forme de salaires qui maintenant, peu à peu, s'alignent, dans le monde, sur des normes de salaires bloquées à zéro quant à leur

¹ Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Editions La Découverte, 1994.

progression, et d'autre part, une réduction du temps de travail qui tend à ne pas suivre ces gains de productivité, donc à contribuer à la montée du chômage de masse. L'idée est que c'est cela qui est le point absolument central et il ne faut pas voir la financiarisation comme une espèce de parasite greffé sur un corps sain : elle n'est pas la cause, mais plutôt l'effet de ce mode de répartition différent de la valeur ajoutée. Selon ce point de vue, la financiarisation correspond finalement à l'augmentation d'une fraction de la plus value qui n'est pas accumulée. Ce qui est frappant, dans la situation actuelle du capitalisme, c'est un taux de profit qui a retrouvé les valeurs d'avant la crise, mais dans un climat de croissance beaucoup moins élevée qu'à cette époque-là, et avec un taux d'accumulation qui n'a pas repris. Et cela constitue une configuration relativement inédite dans l'histoire du capitalisme puisque si nous regardons sur une période historique longue, on constate qu'en général la reprise du taux de profit tire le taux d'accumulation vers le haut. Ensuite, cela devient un débat un peu compliqué « de poule et d'œuf ». Mais, j'aurais plutôt tendance à dire que, d'une certaine manière, la financiarisation est fabriquée par ce différentiel entre profit et accumulation et que le phénomène de base c'est un capitalisme qui ne trouve plus d'occasions d'investissements rentables pour recycler, réinjecter, de manière productive, si on peut parler ainsi, la plus value qui est dégagée dans le rapport capital/travail de base. D'une certaine manière, la vraie caractéristique n'est pas « la finance », mais plutôt l'idée d'un déni de production, c'est-à-dire le fait de ne plus satisfaire les besoins à la manière capitaliste, et donc de préférer – y compris on peut analyser le chômage comme cela – ne pas répondre à certains besoins qui ne rentrent pas dans les critères de productivité qui sont nécessaires pour maintenir et reproduire le niveau du taux de profit, donc de trouver, d'inventer des modalités de re-répartition qui fabriquent la financiarisation. Il est vrai que cette opposition est un peu abstraite parce que, en réalité, il y a des politiques qui ont été menées et nous ne pouvons pas dissocier, sauf pour l'analyse, le fait que ces politiques ont visé de manière indistincte à casser le rapport salarial qu'on appelait « fordiste » (c'est-à-dire l'idée que le salaire doit croître comme la productivité) et en même temps, comme un moyen d'arriver à ce résultat, à faire tomber les barrières pour permettre au capitalisme financier de circuler librement. Il y a une espèce de mouvement assez cohérent où tout se renforce. D'une certaine manière cela conduit à sous-estimer la profondeur de la crise du capitalisme en pensant qu'elle provient uniquement du rôle parasite de la finance qui demande des taux de profit trop élevés ou qui fait pression pour empêcher un investissement réel. En fait, il subit une crise qui est à mes yeux plus fondamentale, en ce sens que c'est son mode de reconnaissance et de satisfaction des besoins sociaux qui est en cause. C'est quelque chose qui est cohérent avec la montée du chômage et le fait que la non-réduction du temps de travail est une manière de ne pas pouvoir prendre en compte de manière positive les potentialités du progrès technique des gains de productivité. Il y a cet aspect là. Dans la discussion avec Chesnais, par exemple, nous nous sommes aperçus qu'il y a un certain nombre de points de débat mais qu'en pratique cela ne conduit pas à des oppositions absolument tranchées. En ce qui concerne les pronostics, il y a d'un côté l'idée que le capitalisme est parasité et qu'il risque de s'effondrer en une espèce de grand krach financier généralisé, et de l'autre l'idée que c'est un capitalisme qui est, d'une certaine manière, obsolète et qui ne peut se reproduire qu'en refusant la satisfaction des besoins sociaux et en organisant la régression sociale. L'accent est mis, dans chacun des cas, sur des aspects différents.

L'autre point qui fait problème par rapport aux États-nations et que l'on retrouve dans le débat sur l'Europe, c'est l'idée qu'on pourrait formuler de la façon suivante : la mondialisation constitue-t-elle – pour reprendre une expression de Kautsky – un ultra-impérialisme ? Il y aurait déjà, de fait, un gouvernement mondial, directement au service des multinationales, qui dicterait un ordre international et qui aurait ses propres institutions (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, maintenant l'AMI, etc.) et qui serait une espèce de super-État, incomplet, mais qui, déjà, régenterait l'ensemble des États-nations. Là encore, je pense qu'il faut absolument moduler cette représentation, pour plusieurs raisons et notamment parce que ce processus n'est pas achevé. Il y a effectivement quelque chose qui va dans ce sens mais ce processus est incomplet. Notamment au niveau européen, nous retrouvons la même idée, à savoir que l'État européen est un État qui est réduit au plus strict, une Banque centrale (à peu près la seule institutions qui fonctionne de façon autonome) et que l'État-nation conserve des fonctions propres de gestion d'un certain nombre de choses qui se déroulent complètement au niveau national. Là encore, les implications sont relativement importantes parce qu'il y a une vision – qu'on rencontre y compris dans les mouvements sociaux, dans les ONG ou les mouvements de solidarité avec le Tiers Monde – qui paraît très radicale et très critique et qui consiste à dire

qu'il y a un gouvernement mondial des marchés financiers. Ce point de vue incite au défaitisme et à une espèce de sentiment d'impuissance par rapport à une chose qui est d'une part très éloignée de l'action quotidienne, et d'autre part réglée d'une façon tellement abstraite qu'on ne peut plus peser dessus et qu'il y a une espèce de vanité à vouloir dégager, au niveau national, des marges de manœuvre sans qu'on voit à quel autre niveau il serait possible de déplacer la question.

Voilà donc un ensemble de débats qui sont à la fois d'analyses économiques et aussi de compréhension du fonctionnement du système.

Maintenant, je voudrais insister sur un autre point, complémentaire des précédents. Avec un peu le recul, et en tenant compte aussi de la conjoncture actuelle, il me semble qu'il faut remettre complètement en cause l'analyse en terme de Triade de la structuration de l'économie mondiale. L'idée était de dire : il y a une mondialisation mais, comme elle ne répond pas à toutes les questions, il y a en même temps que cette mondialisation, qui est une espèce de dilution des frontières et des formations sociales, un processus qui est en partie contradictoire et qui a des fonctions complémentaires : un mouvement de re-régionalisation de l'économie mondiale autour de trois pôles dominants, les Etats-Unis, le Japon et l'Europe (ou l'Allemagne). Il y avait pas mal d'arguments en faveur de cette thèse et, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis, la mise en place d'institutions (par exemple l'Alena, le traité de libre commerce avec le Mexique) qui montrait effectivement une volonté tout à fait claire de restructurer l'ensemble du continent. De la même manière en Asie, il y avait toute une analyse – un peu dépassée aujourd'hui – qui faisait de l'Asie une zone de dynamisme inépuisable, fondée sur une structuration hiérarchisée. Il y avait le Japon, puis en second rang la Corée ou les Dragons... ensuite venaient les Tigres, avec aussi la Chine dont on ne savait pas trop comment elle allait se brancher là-dessus. Bref, l'idée était qu'il y avait un pôle assez structuré et qui avait sa propre dynamique. Enfin l'Europe représentait un troisième pôle en voie de constitution, avec un rôle particulier par rapport aux pays de l'Est. Je pense maintenant que ce schéma doit être complètement remis en cause et cela s'oppose évidemment à l'idée d'un gouvernement mondial qui implicitement, dans un tel schéma, est une espèce de gouvernement polycentriste – comme on disait dans le temps – c'est-à-dire avec une symétrie des trois pôles, un équilibre entre eux. Rétrospectivement, cet équilibre n'a jamais existé et, aujourd'hui, la croissance des Etats-Unis, dont beaucoup disent qu'elle est peut être sans précédent et qu'elle ouvre une nouvelle période d'expansion, est en grande partie fondée sur l'étouffement de la croissance japonaise qui en est la contrepartie. Il y a pour le moins une simultanéité frappante. C'est un événement que nous avons sous-estimé et qu'il faut remettre en perspective : ce sont les accords du Plaza de 1985 qui ont imposé une dévaluation considérable du dollar, ce qui a permis aux Etats-Unis de rétablir leurs positions sur l'ensemble du marché mondial et de reconquérir des positions de force. Il y avait ainsi une situation complètement dissymétrique parce que le déficit américain était financé par les excédents japonais, ce qui définit un modèle non généralisable. Quelqu'un a dit récemment : si les Etats-Unis étaient un pays du tiers monde, il serait extrêmement mal noté parce qu'il a un déficit de la balance des paiements, sa monnaie baisse tendanciellement, etc. Il y aurait toute une série d'indicateurs qui, appliqués aux Etats-Unis, le désigneraient comme le mauvais élève de la classe. Cette dissymétrie, cette espèce de pompage des possibilités et des capacités de croissance est en train de s'épuiser. Il y a quelques années encore, le « toyotisme » japonais était présenté comme une alternative au fordisme. Maintenant, plus personne n'en parle. Le Japon est vraiment à genoux. Sa perte de dynamisme est considérable. Quand on regarde d'un peu près les choses, c'est en grande partie lié au fait qu'on a imposé des taux de change tout à fait surévalués au Japon. On pourrait de ce point de vue faire un parallèle avec l'Europe. Mais il y a aussi des causes endogènes qui tiennent au retard pris par l'Europe dans la constitution d'un pôle réellement unifié et qui la conduit à s'auto-infliger des politiques restrictives. Sans parler des dimensions politiques et diplomatiques, tout cela suggère une restructuration de l'économie mondiale qui tend à réaffirmer l'hégémonie économique des Etats-Unis au détriment des deux autres pôles de la Triade. Si cela est vrai, cela a des implications sur cette idée de gouvernement mondial. Par exemple, l'AMI est largement à l'initiative des Etats-Unis. Pour donner un autre exemple, le Mercosur qui paraît raisonnable, à savoir un marché ouvert aux pays du Sud de l'Amérique, est dans le collimateur des Etats-Unis qui pensent que c'est une captation de concurrents, que cela consiste à créer un ensemble de détournement de flux. D'une certaine manière, les Etats-Unis mettent des bâtons dans

les roues à sa constitution en réaffirmant ainsi sa volonté de re-domination du continent, et plus largement de l'économie mondiale.

Il y a là un autre thème qui rétroagit sur les autres : les marchés financiers eux aussi sont structurés et hiérarchisés, avec des éléments de crise qui sont d'une autre nature que le krach financier par effondrement. L'incertitude découle plutôt de la difficulté de continuer cet arrangement où le Japon finance l'expansion américaine et son déficit extérieur, le déficit intérieur ayant été épongé. Le Japon va voir ses excédents diminuer. Un des problèmes de la situation actuelle est de recycler les excédents européens qui sont devenus considérables parce que les politiques absurdes de préparation à Maastricht ont tellement freiné la croissance qu'il en résulte des excédents considérables. Le problème ne se traduira pas forcément par un effondrement absolument total. Ce qui est en cause, c'est la soutenabilité d'un système où le reste du monde doit financer les Etats-Unis alors que ce reste du monde, en tout cas les deux pôles des pays développés, se trouve lui-même dans des difficultés pour renouer avec la croissance (pour le cas du Japon) ou la faire durer (dans le cas européen).

Les relations Nord-Sud

Il y a eu un thème qui a été, à mon avis, extrêmement dangereux et qui a été porté en 1993 au moment de l'explosion du chômage en France. C'est un thème récurant chez les économistes libéraux, celui de la concurrence des bas salaires. Là, nous avons une représentation commode de l'économie mondiale. On fait tomber les barrières, et c'est bien. On met alors en concurrence des pays qui ont de hauts salaires avec d'autres qui ont des bas salaires nettement inférieurs. Pour s'en réjouir ou pour le déplorer, il y a une captation d'emplois au profit des pays à bas salaires. C'est ce qui expliquerait, à travers cette pression très forte, la montée du chômage de masse en Europe ou même aux Etats-Unis. Ce genre de débats a eu beaucoup lieu avant la signature du traité de commerce avec le Mexique où on annonçait que quasiment la moitié de l'industrie des Etats-Unis passerait au Mexique. Là, il faut être très clair, parce qu'autant il y a des points de débats qui sont difficiles à comprendre et à décortiquer, autant là, on a des leçons de choses précises, y compris avec la crise qui a frappé les pays supposés être les mieux placés (à savoir la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, etc.). Toutes les études d'impact montrent qu'on ne peut pas soutenir cette thèse là et qu'il y a 10 % au maximum du chômage qui peut être redevable à ce genre d'effets. Pour l'essentiel, les causes du chômage sont internes. Dans le monde d'hier ou d'aujourd'hui, il faut se méfier de ces arguments de circonstances. On peut même citer un article étonnant qui nous apprend que le textile français fait progresser ses ventes de manière considérable vers les Philippines, la Thaïlande, etc. Cela relativise un certain nombre d'arguments. On a l'impression que l'industrie textile est déjà entièrement partie là-bas, si on en croit un certain nombre de discours. Voilà quelque chose de tout à fait essentiel.

C'est un débat important aux Etats-Unis où il y a toute une série d'économistes qui expliquent que l'ouverture à la concurrence ne débouche pas sur la destruction pure et simple des emplois mais sur le recul des emplois non qualifiés et la baisse de leurs salaires relatifs. La discussion porte sur le point de savoir si les emplois non qualifiés ont tendance à disparaître à cause de cette concurrence des pays à bas salaires. La position qui semble la mieux étayée consiste plutôt à dire que la modification dans la structure des emplois est liée à des transformations là aussi endogènes des processus de production et que de toute manière il y avait, avec les nouvelles méthodes de production et la réorientation de la demande, une montée des emplois très qualifiés qui n'a pas été initiée par cette concurrence des pays à bas salaires.

Ensuite, il faut renverser le point de vue et montrer que, dans ce système-là, les pays du Sud perdent aussi. Si ce sont eux qui engendrent le chômage au Nord, cela suppose qu'ils créent énormément d'emplois chez eux. Or, il y a un certain nombre de pays, notamment ceux qui sont entrés en crise en Asie du Sud-Est, qui étaient effectivement en situation de plein-emploi, y compris avec des phénomènes d'immigration parce qu'ils n'arrivaient pas à répondre à la demande. Il y a du coup des problèmes vis-à-vis des travailleurs immigrés dans ces pays-là. Mais, le problème est que c'est extrêmement concentré sur un certain nombre de pays et

concentré aussi dans le temps. Une partie de ces emplois ont été détruits à une très grande vitesse dans ces pays-là.

On peut toujours extraire du lot un exemple positif. La Banque mondiale a une expression pour cela et parle de *front runners* pour désigner les pays qu'on peut montrer. Le problème est qu'on peut rarement montrer le même pays très longtemps. A un moment, c'était le Mexique. Il est difficilement montrable aujourd'hui. Cela peut revenir parce qu'ils ont bien « dégraissé ». Mais il y a une concentration des crises dans le temps. Il y a aussi un autre phénomène qui pèse énormément sur ces pays : c'est le phénomène d'éviction. Le schéma libéral est de dire que l'ouverture des frontières bénéficie à tout le monde, et notamment parce que dans les pays du Sud cela élimine des situations d'industries protégées et non rentables et exerce une pression pour que les pays du Sud s'alignent ou rattrapent le retard du point de vue de la productivité sur les pays les plus avancés. Or, ce mécanisme ne fonctionne pas. Celui qui fonctionne principalement est un phénomène d'éviction, c'est-à-dire que les pays sont à des niveaux de productivité tellement bas, tellement éloignés des normes des plus compétitifs, que le résultat n'est pas d'être tiré vers le haut par l'effet bénéfique de la concurrence ; ils sont au contraire supprimés, évincés, en tant que producteurs. Dans le cas du Mexique, l'exemple le plus symbolique parce qu'il mélangeait beaucoup d'aspects de la politique néo-libérale, c'est la production du maïs. Les héritiers de la réforme agraire ont été pris, à l'extérieur par l'ouverture de l'importation et la suppression des quotas et, à l'intérieur, par la suppression des prix garantis. Cet effet de prise en tenailles ne les a pas amenés brusquement au niveau de compétitivité des producteurs de l'agro-industrie américaine. Le résultat est qu'ils ont fait faillite. Ils n'existent plus en tant que producteurs de maïs car leur production n'est plus vendable. Comme il n'y a pas de création d'emplois ailleurs – ou trop peu – on fabrique ainsi du sous-emploi. Quand on fait le bilan, les emplois qui bénéficient de l'ouverture commerciale, dans certains secteurs et de manière encore une fois non extensible, sont compensés et au-delà par la destruction d'emplois dans un certain nombre de secteurs qui ne sont pas susceptibles de s'insérer de cette manière-là aux normes hyper-compétitives. On voit aussi, sur cet exemple, que l'action spécifique des marchés financiers va renforcer l'ensemble de ces pressions. Le phénomène majeur est ici la fiction de mise en concurrence de zones à niveaux de productivité différents. Cette fiction-là relève de la mondialisation : on est en plein dans le sujet. Elle concerne un aspect central de l'organisation de l'économie mondiale, qui est la disparition de tout ce qui permettait de la réguler, comme les écluses permettent de passer de bassins qui sont à des niveaux différents. On ne peut pas supprimer les écluses et assurer fictivement la continuité du cours d'eau. L'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) montre bien le caractère très systématique et absolument non-autolimité de ce processus qui fait qu'un pays qui voudrait prendre des mesures d'organisation de sa production deviendrait hors-la-loi et passible de tribunaux internationaux. Ce qu'il y a dans l'AMI est assez extraordinaire de ce point de vue. Ce que met en lumière la crise récente dans les pays asiatiques, c'est l'aspect éminemment fragile, excluant, très sélectif de ce mode d'insertion sans contrôle dans l'économie mondiale.

J'ai moins d'accroches pour donner des exemples mais en gros c'est le même type de raisonnement qui vaut pour les pays en transition, comme on dit maintenant. Leur ouverture non maîtrisée conduit à des processus de sélection et d'insertion très dominés et qui ne donnent pas lieu à des effets d'entraînement durables sur l'ensemble de ces économies. Avec des différences de situation, il y a des pays qui tirent mieux leurs épingles du jeu. Par exemple la Pologne et la République tchèque sont mieux placées dans la mesure où elles s'intègrent plus ou moins au dynamisme de l'économie allemande, mais avec des mécanismes, notamment en Pologne, qui créent des déséquilibres comparables à la Thaïlande, c'est-à-dire une monnaie trop forte, une balance des paiements qui tend à se creuser et donc une possibilité, si cette fuite en avant continue, de crise qui aura probablement des modalités semblables à celle qui a eu lieu au Mexique puis en Thaïlande.

Il y a un élément que je voudrais rajouter parce qu'il concerne plus particulièrement l'Europe et qui est important : c'est l'idée que la mondialisation, en l'occurrence l'européanisation en ce qui concerne la constitution de l'euro, conduit à imaginer des structures étatiques qui sont des structures incomplètes. Entre les États-nations qui coexistent – qui sont compartimentés, qui ont leur autonomie, leur capacité autonome de régulation – et un autre modèle qui serait le modèle d'un gouvernement mondial, d'une régulation mondialisée,

directement inscrite au niveau de l'ensemble de l'économie mondiale, il y a en fait des éléments contradictoires et instables mais qui sont des éléments qui n'ont pas forcément vocation à couvrir l'ensemble des champs de l'Etat-nation. Au niveau européen, par exemple, dans un certain nombre d'analyses de type fédéraliste, une erreur consiste à dire : ce déséquilibre créé par le fait qu'il n'y a qu'une Banque centrale et pas de budget commun sera forcément comblé parce qu'il y aura un vide à remplir. Je crois de plus en plus que cette espèce d'automaticité est fautive. Au contraire, ce qui est en train de se mettre en place, c'est plutôt un système d'appareils d'Etat spécialisés. C'est-à-dire que l'OMC n'a pas vocation à traiter, par exemple, les politiques salariales. Elle a vocation à traiter un certain nombre de choses qui rétroagissent de manière très forte sur la possibilité de mener des politiques salariales mais il n'y a aucune raison pour que l'OMC (ou la Banque centrale européenne) étende ses compétences pour constituer un Etat qui pourrait ensuite être éventuellement démocratisé, etc. C'est un peu la logique de Delors, que de dire : faisons l'euro et après on sera bien obligé de faire quelque chose de plus démocratique, et donc de plus social potentiellement. Il y a là une espèce d'optimisme par défaut qui, y compris si on raisonne par rapport à l'économie mondiale, est une illusion. C'est-à-dire qu'on peut très bien avoir une combinaison qui n'est pas forcément stable, mais qui, tant bien que mal, peut fonctionner comme cela. Par exemple, cet accord du Plaza, qui est absolument central pour comprendre la structuration de l'économie mondiale des dix dernières années, et notamment la remontée des Etats-Unis, est un accord qui, comme son nom l'indique, s'est réalisé entre des gouvernants qui se sont réunis dans un hôtel aux Etats-Unis. Il n'y a pas besoin d'institutions absolument élaborées, construites, achevées, avec une charte et une constitution. Nous aurons de plus en plus des cas de figure comme celui-là. Cela a un certain nombre d'implications sur les objectifs qu'il est possible de se donner pour résister au rouleau compresseur néo-libéral, en proposant d'autres modes de régulation.

C'est le dernier point que je voudrais aborder pour montrer la cohérence supposée avec ce qui précède. L'idée, c'est qu'il existe une dissymétrie entre le Nord et le Sud ; il faut rompre, mais du bon côté, avec l'illusion, le mythe néo-libéral qui est de dire, par exemple quand les Etats-Unis et le Mexique concluent un traité de libre commerce, qu'il s'agit là de partenaires égaux. L'expérience l'a bien montré. Voilà un autre exemple de certains débats sur la mondialisation : quand on analyse de près la crise mexicaine, on s'aperçoit que, de manière presque arithmétique, ce qui s'est passé – à savoir que les importations mexicaines augmentaient deux fois plus vite que leurs exportations vers les Etats-Unis – donne une mesure de la dépendance maintenue du Mexique vis-à-vis des Etats-Unis, donc de cette asymétrie fondamentale qui fait que c'est le Mexique qui a perdu dans l'opération. Les Etats-Unis lui ont vendu plus et il y a eu assez peu de délocalisations vers le Mexique. Cette situation trop déséquilibrée a fini par craquer. C'est là qu'on retrouve la nécessité de relativiser les aspects financiers. Les lectures, même dominantes, de la crise économique au Mexique consistent à dire que les courants de capitaux qui étaient placés au Mexique étaient toujours plus exigeants et que, brusquement, pour des raisons de perte de confiance ou d'erreurs de gestion de la monnaie par les autorités mexicaines, ils se sont retirés. Cette explication me semble assez courte parce qu'en réalité, ils se sont retirés dans la mesure où l'ensemble du modèle qui postulait l'asymétrie n'était pas viable et qu'il y avait forcément une dissymétrie que les mouvements de capitaux ont, à juste titre de leur point de vue, entériné en retirant leurs billes d'un système qui n'était pas tenable. Le point fondamental, celui sur lequel il faut réfléchir, du point de vue de politiques alternatives dans les pays du Sud, c'est cette dissymétrie. C'est l'idée que toute politique reposant sur la fiction d'une insertion sans protection dans l'économie mondiale, du point de vue de pays dépendants, est une illusion dangereuse, qui ne peut avoir que des effets en retour sur les capacités de maîtrise du développement interne. Du coup, si on est d'accord avec cela, on ne peut pas être favorable à des clauses sociales conçues comme des taxes corrigeant une concurrence indue de la part des pays à bas salaires. C'est une version protectionniste, mais qui est une protection des forts contre les faibles. C'est une question qui est absolument fondamentale. Pour résumer et caricaturer, il faut être libre-échangiste pour les forts et défendre mordicus le droit au protectionnisme pour les faibles. La politique libérale consiste – avec beaucoup d'hypocrisie parce que les partisans du libre-échange sont souvent protectionnistes pour eux – à dire : en principe, même traitement pour tout le monde ; on peut homogénéiser tout cela et il y a une harmonie possible. La thèse libérale fondamentale est qu'avec le libre-échange, tout le monde peut gagner. Cette thèse-là, si nous sommes cohérents, il faut y opposer une vision dissymétrique et dire que les pays du Sud ont besoin de se protéger. Quant aux pays du Nord, ils disposent d'un tel avantage concurrentiel que le

problème du chômage est d'abord un problème interne, ce qui fait que les clauses sociales, sous formes de taxes compensatoires, sont forcément quelque chose qui est une fausse voie, à partir du moment où l'on admet que ce n'est pas fondamentalement la concurrence des pays à bas salaires qui est la source du chômage.

Autre chose est de dire : il faut instituer des clauses sociales, au sens qualitatif du terme, c'est-à-dire essayer d'introduire les conventions du Bureau International du Travail. Mais là, on tombe sur un autre débat, qui est de savoir si ce sont des organisations comme l'Organisation Mondiale du Commerce qui sont les mieux placées pour assurer ces droits. Mais, là, il s'agit d'une chose qui est assez radicalement différente de l'idée de clauses au sens de taxes. Il y a un débat de méthode. En Europe, par exemple, il y a des structures syndicales qui ont des positions, y compris en association avec le patronat du textile en Europe, qui vont dans le sens d'une taxation des importations en provenance du Sud. Cette logique est dangereuse. Elle n'est pas fondée d'un point de vue économique, même dans le textile. Elle crée, dans le mouvement syndical et social international, des ambiguïtés très fortes. Les gens, lorsqu'ils parlent de clauses sociales, n'ont donc pas toujours la même idée en tête. Certains pensent à l'interdiction du travail des enfants, et d'autres à une taxe sur les chemises produites à l'Île Maurice. Donc, il y a une différence qu'il s'agit au moins de tirer au clair. Du point de vue de la méthode, il faut faire cette distinction.

Ensuite, l'autre point : il y a dans le discours de la mondialisation, sur la compétitivité et la concurrence, une part tout à fait considérable de bluff. C'est pour cela que l'expérience Etats-Unis/Mexique est importante parce qu'il y a peu de zones du monde où le dénivelé de productivité et de salaire soit si fort des deux côtés d'une frontière. En principe, une bonne partie de l'industrie automobile aurait dû partir complètement au Mexique et la crise mexicaine n'aurait pas dû advenir, justement grâce à ces investissements directs qui auraient stabilisé la balance des paiements. C'est un peu l'hypothèse qui avait été faite du côté mexicain. Le fait que cela ne se soit passé de cette façon est assez significatif des limites, des inerties, et du fait que la proximité implique toute une série de déterminants. C'est là qu'on retrouve y compris l'imbrication avec les sources de financement, avec les garanties apportées par un Etat-nation, etc. Les possibilités pour les capitaux de sortir sont plus limitées qu'on ne le dit. Fondamentalement, les actions peuvent bouger mais les usines, les équipements, les hôpitaux, les routes ne peuvent pas bouger. On ne peut pas prendre tout cela sous son bras et partir dans un autre pays. Cette différence entre le capital productif, c'est-à-dire le patrimoine productif au sens très large, d'une part, et la monnaie virtuelle d'autre part, c'est qu'on peut retirer du capital-argent mais que le capital physique, de production, et même l'investissement humain, sont beaucoup moins malléables. Du coup, cela veut dire, pour prendre les choses au niveau européen qui est pour nous l'horizon concret de la mondialisation, que la vraie question est de mettre un terme à la mise en concurrence des systèmes sociaux à l'intérieur même de l'Europe. L'exemple typique qui devrait faire réfléchir est Renault-Vilvorde. Quelle a été la réponse ? Cela n'a pas été de dire qu'il fallait empêcher la délocalisation dans les pays à bas salaires parce qu'il n'y a pas de délocalisations dans les pays à bas salaires qui expliquent directement ce qui s'est passé à Vilvorde. Ce n'est pas non plus l'idée qu'il faut de nouveau avoir une souveraineté nationale sur les investissements de Renault. La seule vraie réponse qui a été donnée, et d'une certaine manière trop tard ou pas assez fort, est la réduction du temps de travail au niveau du groupe, au niveau européen. Dans ce cas, on dégage une vraie réponse à la mondialisation sur plusieurs points. Premièrement, ne pas chercher des sources exogènes aux problèmes en disant que ce sont les bas salaires, etc., alors que c'est un problème qui est commun à l'ensemble de l'Europe et que l'Europe fait peu de commerce avec le reste du monde. Si on additionne les pays européens, les principaux partenaires de la France sont les pays voisins. Pour reboucler sur le début, l'idée est de dire – mais c'est une idée un peu radicale – que la réduction du temps de travail n'est pas seulement un moyen arithmétique de créer des emplois, mais l'idée de prendre acte du fait que le cœur des difficultés et des problèmes se trouve dans la répartition de la valeur ajoutée, au niveau de sa répartition entre capital et travail. En affirmant l'axe de réduction du temps de travail, on a également une remise en cause de fait de la crise systémique du capitalisme. Alors que, d'une certaine manière, l'idée qu'il faut faire reculer la financiarisation ne répond pas pleinement à cela et renvoie aussi à l'illusion que c'est un simple problème de technique financière. Autrement dit, pour aller vite, que la taxe Tobin va créer des emplois. C'est, je pense, une idée qui n'est pas

fausse parce que cela serait bien de contrôler les flux financiers, etc. mais qui est largement incomplète et qui renvoie à l'idée de mondialisation comme un phénomène trop perçu en terme de liberté, d'opposition entre capital productif et capital financier alors qu'en fait c'est plus une opposition entre logique capitaliste dans son ensemble et satisfaction des besoins sociaux.

DEBATS

H. Lespinasse

Je vous ai déjà entendu à Nanterre. Votre définition de la mondialisation, je suis tout à fait d'accord. Mais je ne pense pas que c'est le bon terme. C'est le terme que nous avons choisi en France. Mais le terme américain, économie globale, serait plus approprié. La mondialisation, à mon sens, existe depuis le début, depuis qu'il y a eu une économie très limitée et qui s'est étendue et qui s'est plus ou moins coagulée. Maintenant, elle atteint un niveau très important puisqu'il y a une grande puissance qui mène l'action à l'heure actuelle. Pour combien de temps ? L'avenir nous le dira. A votre avis, peut-on dégager si un groupe d'économistes ou d'hommes politiques tireraient les ficelles de tout cela dans un sens unique ? C'est parfois l'impression qu'on donne ? surtout lorsqu'on parle des multinationales. La question que je pose : quels en seraient éventuellement les conditions ?

La deuxième chose dont je voudrais vous parler, c'est l'opposition Nord-Sud. On pense surtout à l'Afrique. Mais il y a aussi l'Amérique latine.

Dernière chose qui est incroyable : C'est l'*Herald Tribune* du 6 février dans lequel on parle de l'Argentine en déclarant que c'est la catastrophe. Rendez-vous compte les distributeurs de billets donnent des dollars ! Deuxièmement, on ose payer des ouvriers 70 dollars alors qu'en Chine c'est la moyenne de 150 dollars. Il y en a qui sont trop payés. J'ai même lu que les salariés de Nike touchaient 270 F et ils réclamaient une hausse de salaire. Et cela était scandaleux... « Vous êtes déjà privilégiés et vous osez encore réclamer. » Mais, en principe, on a l'impression que tout ce qui se passe dans chaque pays est soigneusement cantonné dans ce pays par les médias et les hommes politiques bien évidemment.

Il y a aussi une autre chose que j'aimerais savoir. Finalement, comment peut-on arriver à échapper à ce système de sujétion américaine ? Je me suis posé la question : à quoi aboutissait la crise asiatique ? Mais, il y a deux ou trois ans, Immanuel Wallerstein nous a dit qu'à terme cela était une guerre pas seulement économique entre un pôle américano-japonais et l'Europe. Parce que le Japon était très puissant. Et brusquement, il s'effondre ou il est menacé de s'effondrer. Est-ce qu'il n'y a pas le moyen, pour les Etats-Unis, de mettre la main sur le Japon ou tout du moins d'attacher au bateau par derrière ?

Michel Husson :

Il y a un problème sémantique sur le thème de globalisation. Je ne suis pas sûr qu'en anglais cela est une connotation différente de mondialisation. Mais effectivement l'idée, en français, de globalisation, c'est de souligner le fait qu'on fonctionne directement à un niveau qui est transnational, et qui est justement détaché de marchés nationaux. Il est effectivement plus correct.

Sur les autres questions, cela rejoint un certain nombre de pistes que j'avais un peu abordées.

En ce qui concerne le groupe d'hommes qui tirent les ficelles, je l'abordais sous l'idée : y a-t-il un gouvernement mondial ? Effectivement, j'étais plutôt sur l'idée de dire qu'il y a un système d'institutions, avec une division du travail qui n'est pas unifiée totalement, qui ne peut pas l'être et qui n'a pas forcément besoin de l'être du point de vue des intérêts qu'il défend qui est peut être plus efficace. Par exemple, il y avait dans *Le Monde*, il y a quelques temps, un proche de Tietmeyer, de la Bundesbank qui avait expliqué sa conception et qui avait parlé de manière très crue. Il disait : « Il n'y a pas besoin de ministre du Travail au niveau européen. C'est bien qu'il y ait une Banque centrale mais il n'y a pas besoin de ministre du Travail. » Et moi, j'avais trouvé cela assez fascinant comme logique de dire qu'il y avait une espèce de hiérarchie : certains problèmes, nous avons intérêt, de point de vue néo-libéral, de les faire monter au niveau mondial pour qu'ils apparaissent comme une espèce de règle qui échappe aux gens, qui sont intangibles, et aussi derrière laquelle les gouvernements nationaux peuvent s'abriter en disant « ce n'est pas nous ; c'est l'OMC, etc. » Des choses qui n'existent pas en dehors d'un choix de chacun des gouvernements au départ et, ensuite, qui peuvent prendre une relative autonomie. Mais pour un certain nombre de choses, il n'y a pas intérêt à les

centraliser. C'est pourquoi l'Europe sociale n'est pas automatique. On peut imaginer un ministère du Travail qui instituerait des choses qui, logiquement et rationnellement, devraient compléter la monnaie, à savoir des normes de travail qui empêchent un « dumping » social sans fond au niveau européen, une harmonisation de la fiscalité qui stabilise y compris les mouvements de capitaux. Mais cela ne correspond pas au projet néolibéral. Alors de là à dire que cela peut conduire ou que cela va conduire à une guerre ouverte, je n'ai pas une vision suffisamment « braudélienne » pour franchir ce pas... Mais il est vrai que, dans toutes les politiques néo-libérales, il y a quelque chose de fondamental, c'est que ce sont des politiques belliqueuses, où l'on ne gagne que contre les autres. On gagne en baissant ses salaires plus que les autres, on gagne en liquidant sa protection sociale plus que les voisins. On ne gagne jamais en étendant des acquis. Donc, il y a effectivement là-dedans une logique d'affrontements qui s'oppose à une logique réellement coopérative. L'idée que nous allons passer, que nous allons basculer doucement de cette logique-là à une logique coopérative parce que nous aurons unifié un certain nombre de choses au niveau européen est une idée qui est fautive. Je ne vois pas, par nature, comment on peut passer spontanément de l'un à l'autre.

Sur l'Argentine... C'est un autre aspect de la discussion. Il faut voir que des institutions comme la Banque mondiale par exemple sont vraiment – pour employer l'expression d'Althusser – des appareils idéologiques d'Etat, c'est-à-dire des entreprises qui fabriquent des discours et qui ont pour fonction notamment de mettre en avant les pays où cela fonctionne bien. Et donc d'empêcher d'occulter la proximité des situations et de toujours avoir un certain nombre de fers au feu.

Je voudrais juste raconter une anecdote. En parcourant Internet, j'ai découvert sur un site de la Banque mondiale, uniquement réservé à la réflexion sur « comment virer les fonctionnaires et le faire de manière qui soit efficiente et pas trop coûteuse ni financièrement ni politiquement ». Et cela s'appelle *Shrinking smartly* c'est-à-dire « rétrécissement en douceur » ou « dégraissions malins », c'est assez dur à traduire en fait. Il y a des gens là-dedans dont c'est le métier de fabriquer cela, de réfléchir et ils sont des centaines et des milliers. Il y a une force de frappe terrible. Lorsque nous essayons d'avoir une réflexion critique par rapport à cela, on n'arrive pas à répondre parce que dès que nous avons dépiauté un raisonnement il y a autre chose qui arrive. Il y a une vraie production idéologique que les médias reflètent parce qu'ils prennent ce qu'il y a de disponible. C'est une industrie avec de l'argent et des investissements tout à fait considérables. On peut citer l'OCDE. Ces institutions-là ont une fonction qui ressemble à une fonction d'Etat mais un peu par procuration. C'est un peu un « syndic » d'Etats qui a ses institutions mais réservées à un certain nombre de fonctions comme le syndic d'un immeuble. Mais ils n'ont pas forcément vocation ni encore intérêt à engager un processus qui fasse monter au niveau super-étatique toutes les fonctions des Etats. Ce n'est pas forcément fonctionnel. Et souvent on raisonne en disant : « Ils auront besoin d'un Etat supranational intégral, avec toutes les facettes ». Je crois que c'est faux. C'est entre les deux avec des aspects à la fois de mutualisation d'un certain nombre de choses mais en même temps de maintien de rivalités inter-capitalistes très fortes parce que, encore une fois, la logique de fonctionnement du système n'est pas coopérative.

Michel Rogalski :

Je voudrais dire combien j'ai été intéressé par l'exposé et combien je pense que, pour le groupe, il nous a apporté des éléments intéressants parce qu'il a beaucoup tranché avec d'autres exposés que nous avons déjà eu puisque, c'est un cycle d'auditions. Michel Husson n'a pas assisté aux autres exposés. Donc il comprendra peut être moins bien ce que je veux dire. Mais, la question qu'il a abordée en début d'exposé sur la financiarisation me paraît rompre tout de même pas mal avec beaucoup de choses que nous avons entendues. La plupart de ceux qui sont venus plancher ici nous ont dit que la financiarisation était le noyau dur, le cœur de la mondialisation, voire même la cause. Or, si j'ai bien écouté attentivement ce que Michel nous a dit, j'en ai déduit – mais sous son contrôle – que nous avons plus affaire à une conséquence. Si j'ai bien compris le renversement que tu proposes dans ton explication, s'il y a financiarisation, c'est parce qu'il y a trop de profits qui n'arrivent pas à s'investir dans le secteur de la production. Alors, j'avais envie de te poser la question que j'ai l'habitude de poser un peu traditionnellement aux autres conférenciers. Et, vu le renversement que tu proposes, je me trouve en partie pris un peu à contre-pied. Je m'explique. J'ai l'habitude de demander à ceux qui viennent puisqu'aucun de ceux qui sont venus ne s'est inscrit dans une description apologétique de la mondialisation et ce n'était pas ton cas même si tu ne nous a pas fait une longue description des méfaits – mais je s'oppose que c'était implicite – la question était : comment faire face ?

Parce que c'est une grande question. Chacun est conscient que la mondialisation bouleverse un peu la vie des nations et des populations, et des individus. Et tout le monde se pose la question : comment faire face ? Alors beaucoup de réponses vont dans le sens qu'il faut réguler la financiarisation, la contraindre, la faire reculer. Il faut orienter l'investissement vers la sphère productive. Toi même, – et je reprends des termes que tu n'as pas utilisés ce soir mais dans un article – tu dis que cela revient finalement à appuyer les bons capitalistes contre les mauvais qui sont les parasites. T'ayant écouté, j'ai le sentiment que la proposition qui découlerait de ton analyse serait de dire : finalement, pour lutter contre la financiarisation, il faut soit augmenter les salaires parce qu'ils résulteraient d'un partage nouveau qui provoquerait une rupture dans le partage de la valeur ajoutée – ou plutôt de la plus value – soit de réduire le temps du travail. C'est en gros les deux conclusions que je sens poindre de ton exposé. Donc, je voudrais que sur ce point tu me dises un peu comment tu vois les choses. Si, tout de même, il n'y a pas d'autres aspects qui peuvent être mis en avant pour lutter contre la mondialisation et quels sont ceux que tu vois ?

Le deuxième point que je voudrais aborder, c'est une réflexion mais aussi peut être aussi une question. C'est sur le processus de « triadisation » que tu as présenté. Il est fréquemment avancé. Tu as exprimé quelques réserves. On peut en convenir. Mais je crois que, fondamentalement, ce qui caractérise la période actuelle, c'est qu'aucun de ces trois pôles n'est en mesure de dominer les deux autres. Dans le même temps, on voit guère d'alliance possible de deux d'entre eux pour dominer le troisième. Je veux dire par là qu'on imagine mal une alliance Europe/Japon qui se ferait exclusivement contre les Etats-Unis. La configuration de la triade, telle qu'elle se présente, laisse peut être crédible cette hypothèse. Et donc, on a une certaine coexistence qui est instable. Donc, aucun n'aura le dessus si je puis dire. Alors, cela c'est ce qu'on peut dire si on regarde la situation actuelle. Mais je pense qu'il faut prendre un peu de champ historique. Et si on raisonne sur plusieurs décennies, sur une cinquantaine d'années, pour marquer l'après-guerre, il y a tout de même une évolution dans les rapports triadiques. Le poids relatif des Etats-Unis n'est pas celui qu'il était il y a cinquante ans. Il y a tout de même une montée en puissance de deux pays et ce n'est pas sans intérêt de savoir que ces deux pays étaient des vaincus de la Seconde Guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne. En l'espace d'une génération, voire deux même, on a eu un bouleversement de la configuration mondiale. Ce n'est pas sans intérêt de remarquer que ces deux pays qui ont connu une montée en puissance sont également ceux qui, pour des raisons issues de la Seconde Guerre mondiale, ont dû avoir un très faible taux de dépenses militaires alors que, dans la même période, les Etats-Unis sont devenu le « chef de file » d'une course aux armements qui les a opposés pendant longtemps à l'Union soviétique. Alors la situation à cet égard a changé depuis maintenant presque une dizaine d'années puisque cette fonction de chef de file militaire que les Etats-Unis s'étaient arrogés a perdu un peu de sa signification. Cela amène à une interrogation. Si on regarde les différents agrégats comparatifs nationaux, le poids relatif des Etats-Unis a décliné dans tous les domaines et pourtant il est pourtant une idée qui reste dominante : les Etats-Unis restent la superpuissance. Ce qui nous amène à nous interroger sur ce que sont en quelque sorte les atouts et les fondements de la puissance de nos jours. Est-ce que cela passe par des portions de PIB, par des poids de production industrielle dans la production mondiale ? Tout cela n'est-il pas un peu désuet par rapport à ce qu'on appelle les atouts de la puissance à l'échelle du monde ? J'ai le sentiment que les Etats-Unis sont dans un déclin relatif au niveau de leur poids économique, mais que, dans le même temps, je ne suis pas certain qu'on puisse dire qu'ils ont perdu toute leur puissance. Donc, cela nous amène à nous interroger sur les canaux à travers lesquels cette puissance passe. Et c'est tout de même une des choses que la mondialisation nous amène à poser. Sur elle, je n'ai pas grand chose à dire. Je dirai simplement que j'approuve tout à fait ce que tu as dit sur la clause sociale, et sur mon sentiment que c'est une fausse bataille. Je déplore que dans certains milieux de type ONG, associatifs, voire même la revue *Alternatives Economiques*, on se soit engouffré dans cette brèche. C'est vraiment quelque chose d'étriqué, la façon dont cela est posé. Et là, je partage tout à fait ton sentiment.

Alain Placidet (secrétaire général d'un syndicat à l'Aéroport de Paris et actuellement en charge des questions internationales à la Fédération des transports CGT) :

Sur le poids relatif des Etats-Unis, j'ai entendu récemment, sur France-Culture, un économiste qui rejoignait un peu en cela ce que j'avais lu dans une interview d'Emmanuel Todd qui parlait aussi de la stagnation de la puissance américaine. Je voudrais avoir votre point de vue là-dessus.

L'accord qui est en train d'être passé au niveau du transport aérien, il y a quelques années les américains auraient certainement bétonné plus fortement pour imposer leurs vues. Ils ont accepté quand même un certain compromis. Quand on perd aussi du poids on a tendance à être plus agressif et à aller chercher ailleurs des nouveaux marchés. C'est ce qu'ils sont en train de faire en Afrique. Ces deux exemples-là conforteraient-ils l'opinion que leur poids tendrait à stagner ou non ? J'aimerais avoir votre point de vue là-dessus.

Sur les questions des aspects mécanistes des choses. Quand on nous présente la question des bas salaires qui permettraient d'être plus compétitifs et de gagner des marchés, et de lutter contre le chômage... nos amis africains venus récemment assister à un séminaire à la CGT, pour eux, les bas salaires, ils connaissent. Et ce n'est pas cela qui leur permet d'avoir du travail pour leurs salariés.

Florence Lefresne :

J'avais juste une petite remarque sur le débat de la définition de la mondialisation et le statut de la financiarisation. Je n'ai pas pris connaissance de la réponse de Chesnais mais cela ne saurait tarder. Je vais quand même malgré tout essayer de me faire un peu son avocate pour que cela anime un peu les choses. Peut être pas avec les mêmes arguments que ceux qu'il aurait avancés.

J'aime bien la définition de Michel de la mondialisation et la façon dont il a envie de limiter le statut qu'on donne habituellement à la financiarisation qui, comme il l'a dit, résulterait en fait un peu d'un creux entre le processus d'accumulation des profits et le processus qui ne tirerait pas suffisamment le taux d'accumulation. Ce que je me demande : si en donnant à la financiarisation ce statut de creux, ne s'interdit-on pas un peu de penser son rôle ? A mon avis, la financiarisation ne doit pas surplomber l'ensemble – et cela est peut être l'erreur que fait Chesnais – mais en même temps tirer la conclusion en sens inverse et la reléguer à un statut de creux est peut-être aussi s'interdire de penser le rôle qu'elle joue dans la régulation de l'ensemble du système. J'aime bien par exemple des choses qui ont été écrites par Coutrot dans son livre *L'entreprise néolibérale* qui vient de sortir à La Découverte parce qu'il montre bien comment finalement ces normes financières, parce qu'elles s'appuient sur des marchés qui sont presque parfaits – c'est le fantasme absolu du capital, c'est la péréquation instantanée – rétroagissent de manière très forte sur la gestion de la production et sur le rapport salarial. Donc, dans ta manière d'exposer les choses, il faudrait réintroduire ce bouclage, en tout cas l'exprimer, car c'est très important sur la façon dont on se sert de la finance, non pas simplement pour accumuler de la rentabilité financière, mais aussi pour guider, pour instaurer de véritables normes de gestion du rapport salarial. Et en particulier, je pense aux fonds de pensions puisque nous avons maintenant plusieurs chercheurs à l'IRES qui ont travaillé sur ces questions-là et même quelqu'un qui prépare une thèse plus spécifiquement sur la façon dont les fonds de pensions ont influé, et vont influencer à l'avenir, sur le rapport salarial. Cela me paraît un élément tout à fait essentiel à rappeler dans le débat.

Michel Husson :

Cela m'ennuie de polémiquer avec des absents, et en plus des amis. Il y a un problème de dosage. Je vais donner un exemple. En France, lorsqu'on regarde la part des salaires, qui est un indicateur qui, d'une certaine manière, représente le taux d'exploitation, le tournant est en 1983. C'est le plan de rigueur, le blocage, le gel des prix et des salaires. C'est un argument chronologique. Il n'y avait pas de critères, de fonds de pensions, de finance, etc. Donc, si on regarde l'exemple français, c'est : premièrement, on casse le rapport salarial et, deuxièmement, on introduit les marchés financiers. Donc, nous pouvons difficilement dire, ne serait-ce que de ce point de vue-là, que c'est les marchés financiers qui ont conduit à faire pression sur les salaires. C'est un problème de dosage. Mais, il est vrai que tout cela est inextricablement lié. Maintenant, les modes de gestion sont, disons, codifiés en fonction effectivement d'impératifs qui sont portés par la finance. Je ne peux pas être contre cela. Mais il y a une manière de le présenter. En caricaturant un peu, il y a une manière, en disant cela, de penser qu'avant le capitalisme était une vaste entreprise philanthropique qui distribuait des salaires en anticipant, et que maintenant ils ne peuvent plus le faire parce qu'il y a des fonds de pensions qui veulent de la rentabilité. Je sais que je caricature. Mais il y a quand même un peu de cela, quand on dit que les entreprises licencient et bloquent les salaires uniquement parce qu'il y a les fonds de pensions qui, en plus, occupent une place très marginale en France... Il faut l'intégrer dans un modèle qui est à plusieurs facettes. C'est un élément de ce modèle. Donc, il ne faut pas trancher et opposer les choses. Cela dit, la démonstration est un peu rhétorique. parce que comment peut-on vérifier une thèse comme celle-là ? En disant : c'est à cause des

fonds de pensions qu'on fait tel plan social ? De manière générale, le plan social et les licenciements sont un moyen d'augmenter le taux de profit. C'est le fonctionnement normal du capitalisme quelle que soit la structure du financement. De ce point de vue là, la thèse la plus importante dans le livre de Thomas Coutrot, ce n'est pas celle-là. C'est celle qui consiste à dire qu'avec le nouveau modèle de travail, les employeurs ont le moyen d'avoir le « beurre et l'argent du beurre », c'est-à-dire d'avoir l'implication, la productivité, la qualité sans distribuer plus de salaires, et sans modifier les conditions de travail. Donc, ils ont tout et ils gagnent sur tous les tableaux. C'est difficile de dire que c'est uniquement la financiarisation. C'est plutôt la dégradation du rapport salarial. Je ne veux pas insister là-dessus.

Une manière plus positive de prendre les choses, c'est de répondre à la question : quelles sont les implications de type revendicatif ? C'est-à-dire : que faut-il mettre en avant ? Je crois que clairement, c'est la réduction du temps de travail, qui est une forme d'augmentation des salaires. La réduction du temps de travail avec maintien des salaires est une augmentation de la masse salariale. Donc, c'est une argumentation qui peut être développée d'une manière assez simple, à partir de la valeur ajoutée. Il y a trois parties et non pas deux. Il y a les salaires, le profit qui s'investit et la distribution de dividendes. Mais quelle est l'utilisation finale des revenus financiers : ils ne disparaissent pas dans les couches stratosphériques, et c'est le problème de l'interprétation en terme de finance. D'un point de vue marxiste, il faut observer le circuit du capital. Et la plus-value qui est distribuée à des gens qui touchent des dividendes revient, d'une certaine manière, sous forme de consommation. Une partie est réinvestie mais une partie revient sous forme de consommation. Donc, l'idée est de dire que cette financiarisation sert de support à une contre-redistribution des revenus. Dans le dosage de la masse salariale, aujourd'hui, compte tenu du chômage, entre la partie salaire et la partie création d'emplois, il faut manifestement donner une pondération plus forte à la partie création d'emplois via la réduction du temps de travail. Donc, il y a une augmentation de la masse salariale et l'argumentaire est de dire : c'est cette augmentation de la masse salariale qui doit vider réellement la partie financiarisée. Pour la vider réellement, il faut une autre répartition des revenus. La représentation d'une espèce de bulle financière, virtuelle, etc., ne permet pas de voir la base matérielle qui fait qu'il y a des couches sociales qui empochent des revenus. Ce n'est pas seulement de l'argent virtuel ou inscrit sur les ordinateurs des marchés des devises de plus en plus virtuels. Mais, en fait, derrière cet aspect là, il y a une contre-redistribution. Ce que les salariés n'ont pas sous forme de salaires se retrouve dans des couches sociales qui captent une partie du revenu distribué. Je disais que c'était un modèle à la Malthus, ce qui ne plaisait pas à Chesnais, parce que Malthus avait à l'époque théorisé la fonction de la consommation des inactifs comme source de débouchés. Il y a des citations de Malthus qui sont très drôles où il dit : « Il faut bloquer les salaires parce que c'est cela qui donne envie... Et les rentiers ont une consommation qui développe et relance l'activité économique. » Donc, l'aspect de la réduction du temps de travail et du maintien des salaires admet comme contrepartie l'idée d'une autre répartition des revenus et d'un dégonflement de la sphère financière. Non pas comme quelque chose de parasite et de virtuel, mais comme la distribution de revenus réellement existant.

Sur la Triade... La lecture que j'ai, c'est que, rétrospectivement, il y a eu une inflexion qui fait que la perte de domination des Etats-Unis relative a été interrompue. Les critères ne sont pas seulement des critères quantitatifs. Ce sont aussi, notamment, des critères de maîtrise des technologies. Là, il y a quelque chose. Les gens qui regardent cela de près disent qu'il y a une réaffirmation de la capacité des Etats-Unis en matière d'innovations technologiques. Dans l'analyse du dernier cycle, aux Etats-Unis, on parle de cycle « high tech » avec une modification qualitative de l'investissement, etc. Il y a un redémarrage de la productivité. Ce sont des éléments comme cela qui montrent qu'il y a une base réelle à une réaffirmation de la puissance et de la suprématie américaine.

Sur l'Allemagne, j'aurai une thèse un peu paradoxale : si l'euro se fait, c'est parce que l'Allemagne a perdu de son poids relatif et qu'elle a n'a plus eu la force politique d'imposer la mise à l'écart de pays comme l'Italie, etc. Pourquoi ? Il y a le poids de l'unification. On peut le montrer d'une manière qui fait apparaître le modèle assez fou qui est en train de se mettre en place : l'excédent de la balance courante européenne qui s'est reconstituée et qui est maintenant supérieure à celle du Japon s'est faite sans contribution aucune de l'Allemagne. Les pays qui ont recréé des excédents, ce sont l'Italie, la France, les Pays-Bas principalement. A eux trois, ils représentent les trois-quarts de cet excédent. C'est une mesure du poids de la force monétaire

qu'avait l'Allemagne. L'Italie a une monnaie qui s'est renforcée de manière considérable parce qu'ils ont rétabli leur commerce extérieur d'abord en dévaluant et ensuite en cassant les salaires de manière à conserver leurs parts de marché, tout en dégageant des excédents qui sont considérables. On ignore que la balance courante de l'Italie, aujourd'hui, est supérieure à celle de la France, dont on dit pourtant qu'elle dégage des excédents considérables. Dans cette condition là, il y a eu une remontée, du point de vue de ces critères de puissance relative des capitalistes, mais qui s'est payée à l'intérieur d'une montée du chômage. C'est là que nous voyons les aspects contradictoires. L'Allemagne n'est pas en possibilité de dire : la lire doit rester à l'extérieur parce que c'est une monnaie très forte en ce moment, et sur des bases objectives d'excédents commerciaux. Là, le choc de l'unification a mis en cause la suprématie sans conteste – monétaire, économique, etc. – de l'Allemagne. C'est ce qui permet paradoxalement à l'euro de passer. Par rapport aux rapports de force au niveau international, il y a eu probablement une inflexion qui, en ce qui concerne le Japon, date assez clairement du milieu des années 1980. En fait, cette histoire de monnaie est vraiment considérable, même par rapport au franc. Le dollar en 1985 était à presque 11 francs. Il est à 6 francs aujourd'hui. Ce sont des choses qui sont considérables. Imaginez que le franc dévalue dans la même proportion. On gagnerait des parts de marché absolument monstrueuses. L'expérience montre que cela est très sensible à ces effets de monnaie. Le fait que les Etats-Unis aient pu dévaluer dans de telles proportions leur a permis de se refabriquer des bases plus objectives de réaffirmation de leur suprématie au détriment du Japon. En Europe, il y a une re-homogénéisation mais plombée vers des politiques restrictives et anti-marchés intérieurs. Ce qui tire l'Europe en ce moment, ce sont ses exportations. Le jour où elles vont s'arrêter parce qu'on est dans une économie mondiale où tous les éléments dynamiques risquent de s'éteindre les uns après les autres, on va voir cruellement cette absence de dynamique du marché intérieur européen. C'est l'une des grandes inconnues sur le destin de l'euro dans les années à venir.

Frédéric Boccard :

Le débat qui s'est lancé me conduit à intervenir. Malheureusement, je suis un peu gêné dans la mesure où je n'ai entendu qu'une partie de l'exposé. Il y a plusieurs choses et ta dernière intervention me fait rajouter un élément. Il y a quand même quelque chose de central. Je l'affirme comme cela mais en même temps c'est une question sur laquelle j'aimerais aussi avoir tes réactions. Comment penser la finance ? C'est quelque chose de fondamental. Dans l'action sociale, au sens de la société, du mouvement social, sur l'économie ou par transformer l'économie, c'est, à mon avis, central. C'est dans ce sens-là que je partage une première idée de ce que tu dis mais je trouve que la formule qu'a proposé Florence Lefresne est bonne : il ne faut pas la faire surplomber par tout le reste. C'est très important. On a payé cher sur la « surdétermination » et je pense qu'on continue à payer. C'est une thèse qui continue à exister du côté même de certains courants dits radicaux puisque l'adjectif est à la mode.

La taxe Tobin est une bonne chose. Mais, en même temps, s'en tenir là est extrêmement étriqué, ce n'est pas suffisant. Je le comprends comme cela. Donc, tant qu'on ne laïcise pas la finance, tant qu'on ne l'a fait pas redescendre sur terre et qu'on ne cherche pas dans quelle dialectique elle s'inscrit, il y a le danger d'alimenter les tendances inscrites depuis très longtemps d'étatisation croissante. Pas au sens d'institutions publiques (c'est là que quelqu'un comme Bourdieu pourrait dire qu'il voit l'État comme quelque chose qui est le lieu de tous les citoyens) mais vraiment comme un pouvoir d'Etat supra, qui va au-delà du développement social, des besoins sociaux exprimés par les citoyens. C'est une première chose.

Maintenant, revenons sur Renault-Vilvorde. L'activité de Renault a été terriblement orientée sur la finance. Il y a des acteurs, justement. Ce n'est pas seulement les marchés financiers abstraits. Ce n'est pas seulement les spéculateurs. Mais ce sont bien toutes ces firmes multinationales. Je pense que tu l'as abordé au début. Mais il faut le garder. Je pense qu'il y a une dialectique assez forte à penser entre finances et les questions sociales dans l'entreprise même. On a évoqué Thomas Coutrot. Je l'avais invité à l'INSEE dans un débat où il y avait un peu tout le monde. Sur la réduction du temps de travail, il a précisément dit – et c'est intéressant de voir qu'il dit le contraire dans son livre – la finance n'est pas le problème pour la réduction du temps de travail, cela n'a rien à voir. Il m'a même dit, hors débat : « ceux qui me parlent de la finance, ce sont ceux qui ne veulent pas faire de la réduction du temps de travail et donc je me battrais contre ». Il en était même venu à dire : la finance n'est pas le problème, les taux d'intérêt sont très bas. Ce qui est encore une erreur. Donc, je

crois que nous avons une difficulté. Cette remarque m'amène à faire observer qu'il faut peut être prendre les choses de plus loin. Tu dis qu'en 1983 il y a la politique dite de rigueur salariale et qu'il n'y a pas de problème de finance ! Si ! Les taux d'intérêts viennent de monter considérablement en lien avec ce qui se passe aux Etats-Unis depuis 1979-1980. Effectivement, il y a un tournant vers la fin des années 1960 avec un basculement réel de la finance. Mais je crois que la question de Michel demeure. Il y a toujours ce couplage. Que ce soit dans la mondialisation, que ce soit dans chaque exemple que nous prenons, il y a toujours un couplage extrêmement fort entre les deux. Un des enjeux des analyses économiques et des mouvements sociaux ou des propositions est de faire percevoir à chaque fois, la deuxième partie du couplage. Soit lorsqu'on dit : salaire social et finance, pas au sens financement mais croissance financière, fonctionnement financier. La question de Florence soulignait aussi, à mon avis, que la finance n'est pas seulement un type de fonctionnement : c'est un type aussi de pouvoir. La finance n'est pas seulement une répartition. Profondément, il faut modifier la répartition capital/travail mais cela veut dire aussi poser la question du pouvoir. Finalement, dans ta réponses, c'est ce que tu dis aussi : « Il y a une force qui va empêcher la répartition, c'est la finance. » Mais, c'est avec des pouvoirs extrêmement décentralisés partout. Ma première question est : ne faut-il pas revenir très fort et à chaque fois ramener à ce double aspect ? Le chercher comme un enjeu socio-politique ?

Le deuxième aspect : n'y a-t-il pas une nouveauté avec la technologie ? Premièrement une technologie qui demanderait des interpénétrations plus fortes, des co-entreprises, des partages beaucoup plus forts qu'autrefois. Pas seulement parce que nous sommes arrivés à un moment où nous rattrapons les Etats-Unis – cela se sont des affirmations qui pouvaient se dire il y a une vingtaine d'années – mais à cause du contenu de ces technologies où il faut écrémer partout. On revient à la vision de la globalisation au sens transversal. Cela ne change-t-il pas la donne ? Ce contenu technologique est une technologie, malgré tout, où la part machine est relativement moins importante qu'autrefois. Il y a une part homme. Il y a une part immatérielle très forte. N'est-elle pas à la fois plus exposée à la financiarisation ? N'est-elle pas plus fragile en quelque sorte ? N'est-elle pas plus exposée à développer la financiarisation et en même temps plus fragilisée par la financiarisation ? N'y a-t-il pas quelque chose de nouveau qu'il faudrait penser ? Cela m'amène à remarquer qu'on ne peut pas en rester à l'opposition salaire/profit. N'y a-t-il pas toute une dimension (formation, dépenses sociales) complètement externe à l'entreprise à penser dans cette répartition ? Si on prend le cas que tu as choisi, Etats-Unis/Mexique, cela pourrait expliquer des éléments compliqués qui font que le transfert n'est pas linéaire. D'ailleurs, dans des pensées dominantes, et massivement diffusées comme celle de Reich, on oppose bien quand même les « manipulateurs de symbole » et les manuels. Voilà un deuxième point.

Un troisième point que j'ajoute : je suis gêné par ce terme de Triade. Cela sous-entend que l'Europe est un pôle. Or, précisément, c'est une construction de guerre économique interne, entre pays. Et c'est une guerre sociale interne aussi. Cela empêche de penser ces rivalités et ces oppositions intra-européennes qui sont extrêmement fortes avec le fait que, par rapport au Japon et aux Etats-Unis, justement, chaque Etat-nation éventuellement et un certain nombre d'ensembles de multinationales vont jouer des alliances différentes avec le reste du monde. Cela est en externe. Et en interne, si on prend ce que tu dis « l'Allemagne a besoin de l'UEM », je crois qu'il y a un certain nombre de besoins qu'elle a de l'UEM, une partie du capital allemand, le capital dominant, mais aussi éventuellement parce que nous avons cette nouveauté technologique et qu'elle cherche un couplage en Europe. Mais là aussi, nous sommes encore dans l'opposition et dans la prédation et pas seulement dans la convergence. Ainsi, les technologies de service qui peuvent être plus développées en France, aux Pays-Bas, voire au Royaume-Uni, ou la finance internationale qu'elle ne sait pas faire, l'UEM peut permettre une redistribution des cartes là-dessus. Ce sont des commentaires. Mais, faut-il rester dans ce vocabulaire Triade ou pas ? Moi, je ne le crois pas.

Un intervenant :

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé qui nous a été fait. Il m'apparaît cependant une contradiction. Cela doit être de ma part une incompréhension. Vous nous avez indiqué en gros que le capitalisme n'avait pas besoin d'une organisation mondiale du genre de gouvernement d'un Etat. La réflexion qui me vient est celle-ci : pourquoi donc les Etats-Unis qui sont à l'avant-garde de la promotion cherchaient cette convention

« AMI » car là ils passaient d'un stade où ils organisaient les investissements dans les différents pays et ils se dotaient d'une démarque d'un Etat, c'est-à-dire d'un pouvoir judiciaire pour trancher les problèmes ? Donc, il me semble que cette copie d'un Etat sur le plan des règlements des problèmes capitalistes n'existe pas encore, je pense qu'ils en ont besoin.

Michel Husson :

Je peux rebondir sur le dernier point. Je ne garantie pas l'absence de contradictions. Mais là-dessus, il ne me semble pas qu'il y ait de contradictions. L'idée n'est pas de dire qu'ils n'en ont absolument pas besoin mais de dire qu'ils n'ont pas besoin de quelque chose qui couvre toutes les fonctions habituellement attribuées à l'État. L'idée de cette super-politique de la canonnière qui établit des règles et concerne surtout les pays du Sud, en garantissant qu'il n'y ait pas de retour des politiques de maîtrise des marchés, etc., et qui soit ouverte au maximum a une fonctionnalité. Donc, le fait qu'il y ait un accord et des institutions de type judiciaire qui vont avec correspond à un vrai besoin. Mais en ce qui concerne d'autres rubriques habituelles des activités étatiques, il n'y a pas de raison que ce besoin là soit également présent. Donc, il y a une construction de morceaux d'Etat, de fragments qui n'ont pas forcément de vocation à diffuser, surtout au niveau mondial, mais même au niveau européen. L'idée qu'on est en train de constituer de manière linéaire et non contradictoire un ensemble, comme l'Allemagne a pu se constituer ou l'Italie, etc., et qu'il y aurait au bout une nation européenne, cette idée est très éloignée de la réalité.

Cela me ramène à la remarque de Frédéric Boccara sur la Triade. Effectivement, l'idée d'une triade à peu près symétrique au niveau mondial, c'est ce que je remettais plutôt en cause. A fortiori, effectivement, à l'intérieur de l'Europe, il y a des problèmes très complexes de non-homogénéisation. C'est pourquoi l'euro, malgré ses succès qui ont des fondements un peu conjoncturels, n'est pas forcément une réussite durable. Il est encore très plausible que cela éclate d'ici à 2002 pour des raisons qui sont à la fois de différenciation des appareils productifs, de spécialisation différente, d'insertion différente sur le marché mondial, et avec le rôle de Cheval de Troie considérable que va jouer et que joue déjà le Royaume-Uni du point de vue justement de la pénétration via les places financières des fonds de pensions, etc. Donc, là-dessus, il n'y a pas de problème.

Ensuite, dans tout ce qui a été dit sur la financiarisation, il y a des degrés analytiques un peu différents. Prenons les choses en positif. Sur la financiarisation, je suis un peu contraint à exagérer les choses dans un sens parce que la vision dominante qui est assez facile, d'une certaine manière, consiste en gros à dire qu'il y a des profits qui se volatilisent dans des sphères financières improductives, qui sont gaspillées, que des sommes circulent, mais ne s'investissent pas. Donc, il y a une représentation qui est assez simple. Il y a une sphère productive où les salariés sont réduits à une progression nulle de leur pouvoir d'achat, et à côté de cela il y a des activités qui ne retombent pas, qui sont durablement suspendues en l'air, qui ne reviennent pas dans le circuit productif, et tous nos problèmes viennent de là. Moi, encore une fois, je pense que, par rapport à la construction du mouvement social et à ses pratiques, ce n'est pas le point principal qui est posé. Cette question essentielle, ce n'est pas la finance, c'est la répartition des revenus. Dans le débat, ce qui passe bien et qui est cohérent, c'est de dire : l'argent que les salariés n'ont pas eu sous forme de salaires n'est pas à la Bourse, il est dans les revenus des gens qui, effectivement, utilisent la Bourse comme ayant droit, comme quote-part sur le produit social. On peut raisonner en suivant une autre logique en se demandant : quelle serait la contrepartie de l'augmentation des salaires liée à une réduction du temps de travail ? Réponse : un prélèvement sur les revenus financiers. Il s'agit donc bien d'une réaffectation du revenu qui peut prendre des formes indirectes de fonds compensatoires, etc. Là, il y a un discours cohérent sur lequel je pense qu'on peut être d'accord. Mais dire : « il faut s'en prendre à la finance qui pèse sur la gestion des entreprises qui, sinon, créeraient de bon cœur des emplois ; et il faut mettre des taxes sur les mouvements financiers, etc. » ce n'est pas une manière concrète ni précise de prendre la construction d'un mouvement en faveur de l'emploi, qui aille dans le sens d'une lutte contre le chômage. Il y a une question d'articulation des choses. L'aspect central et qui risque d'être perdu de vue parce qu'il y a un petit mieux conjoncturel, c'est la réduction du temps de travail. C'est l'aspect central parce que c'est, au niveau matériel, la réponse au fait que les gains de productivité fabriquent du chômage au lieu de fabriquer du temps libre. Ensuite, la contrepartie. Les gens disent : « Oui. Mais comment le financez-vous ? Les entreprises ne sont pas compétitives. »

Interruption : c'est un problème de croissance.

Non, ce n'est pas un problème de croissance. Le problème de croissance est de dire qu'on va créer des emplois en augmentant les salaires et en créant de la croissance. C'est cela que tu opposes à la réduction du temps de travail. La réduction du temps de travail est potentiellement quelque chose de relativement instantanée, qui n'a pas besoin de créer un taux de croissance supérieur et qui répond à la question de l'accumulation progressive d'une répartition des revenus défavorable aux salariés. Je suis contre cette opposition. Si en gros la finance est un obstacle à faire de la vraie croissance qui crée des emplois, je pense que ce raisonnement est non seulement un problème d'articulations, mais tout simplement faux. Ce qui s'oppose à la croissance, c'est le fait que le capitalisme refuse de satisfaire les besoins sociaux et que, du coup, il recycle sa plus-value en fabriquant des éléments de demandes qui complètent la demande salariale qui reste bloquée, ce qui, au total, débouche sur une croissance qui est inférieure. Mais c'est ce refus de produire pour répondre à un certain nombre de besoins sociaux qui est l'élément premier. Par conséquent, la réduction du temps de travail, est un rattrapage par rapport à une quinzaine d'années de ce modèle où les gains de productivité ont été accaparés par les revenus financiers. C'est donc une espèce de récupération qui peut se faire, à la limite, à croissance inchangée.

En fait, ma position est qu'il ne faut pas opposer croissance et réduction du temps de travail. Il est assez simple de comprendre que la réduction massive du temps de travail, avec maintien des salaires, revient à augmenter la masse salariale et à relancer la demande salariale, et il y a un effet induit de croissance. Mais en revanche, si on pense que c'est en s'attaquant à la finance pour pouvoir dégager une croissance supérieure, et faire du 4 % au lieu de 3 %, que l'on va faire reculer significativement le chômage, je pense que ce projet ne répond pas aux dimensions immédiates du problème. Mais, par rapport au débat, il y a plutôt une logique très radicale – au sens radical-socialiste cette fois – qui consiste à tester ce qui est vraiment contradictoire. Je pense que dans tous ces débats autour de la financiarisation, il y a vraiment des débats qui sont contradictoires au sens que cela définit un projet qui n'a pas le même débouché qu'un autre. Moi, je suis plutôt sur la réduction du temps de travail. Mais je pense que ce n'est absolument pas incompatible avec l'idée qu'il faut créer des emplois dans les services publics, etc., ou qu'il faut augmenter les salaires et créer de la demande. Donc, c'est un discours qui est plutôt keynésien, mais j'y ajoute un arrière-plan anticapitaliste qui consiste à dire qu'il y a aujourd'hui une dimension particulière, et que l'euthanasie des rentiers ne suffit pas. C'est la formule que Keynes employait. La configuration est semblable, de ce point de vue là, à celle qui a été analysée par Keynes. Mais les choses vont plus loin. Fondamentalement, le fait que les dépenses de santé soient considérées comme étant au-dessus des moyens d'une société comme la nôtre, est un problème systémique qui revient à dire qu'un certain nombre de besoins sociaux ne rentrent pas dans les critères de rentabilité qui sont portés par les agents financiers avec des taux de progression du profit qui sont extrêmement élevés. Donc, là aussi, il y a un effet d'éviction, en ce sens qu'une partie des besoins sociaux ne rentrent pas dans ces critères. Donc, ils sont laissés de côté. Mais, cela est un élément de crise fondamentale aujourd'hui, qui fait que le capitalisme est entré dans une phase où il est obligé de régresser pour se reproduire. Et c'est une phase dont il faut souligner le côté nouveau. Recommencer le fordisme comme possibilité de recréer des emplois, c'est quelque chose qui est fermé aujourd'hui. Du coup, l'idée qu'on peut retrouver, en réduisant cette sphère financière, un dynamisme qui soit la reconnaissance des besoins, une nouvelle croissance et de nouveaux emplois, est contradictoire avec le degré de profondeur de crise du système. Dans la réduction du temps de travail, si elle fonctionne, il y a un élément qui est, en fait, anticapitaliste et qui consiste à dire qu'il faut produire des besoins même si leurs taux de rentabilité internes ne s'alignent pas sur les taux maximum qui sont effectivement présentés comme normes. Je ne pense pas qu'on soit fondamentalement en désaccord. Mais c'est la manière de décider ce qui est efficace économiquement qui est remise en cause et qui, ne fonctionnant plus, fabrique ce parasitisme financier qui est un phénomène irréversible. C'est-à-dire que même si nous arrivions à contrôler ou à maîtriser le parasitisme financier, on resterait avec ce même problème, celui d'un système économique qui est dépassé. Y compris, je rejoins ici tes éléments sur les nouvelles technologies et la nouvelle forme de travailler, etc., qui sont, d'une certaine

manière, fondamentalement incompatibles avec le côté marchand, monétaire, individualisé, de la production marchande capitaliste.

Ce n'est pas quelque chose dont on a besoin pour l'activité quotidienne et qui serait discriminant dans le mouvement social, dans l'activité syndicale, etc. Mais, sur le fond analytique, cela donne des idées sur la priorité que doit avoir cette idée de réduction du temps de travail avec ce qu'elle suppose de contrôle sur la répartition des revenus, sur l'orientation de la production, sur la priorité à donner aux besoins sociaux, etc. D'une certaine manière, c'est plus parlant que la finance qui a une dimension abstraite.

Jean Magniadas :

Je vais me permettre de poser deux questions. L'exposé de ce soir me permet de dire que cela a été intéressant. Il y a un grand avantage dans le titre de Chesnais, c'est qu'il parle de mondialisation du capital, aussi bien du capital-argent que du capital productif. Dans une certaine mesure, par rapport à la plupart des exposés que j'ai entendus ici, ta réaction anti-mondialisation financière comme constituant la radicalité unique et nouvelle de la période me convient aisément. A l'inverse, il ne faut pas pousser le bébé totalement dans la baignoire sans cela on finit par le tuer. Je crois quand même qu'on ne peut pas séparer la sphère financière de l'autre sphère. Et même les expressions de « virtuel » – dont je comprends très bien comment on peut les employer – posent question. La sphère financière a autant de réalité que la sphère matérielle. Qu'est-ce que au fond la sphère financière ? C'est un moment d'inflation financière. Les gens qui touchent les dividendes ou des plus-values boursières, ils reçoivent bien. En parlant en terme de revenus – je le prends comme toi de la manière la plus générale – à la fois revenus des particuliers mais aussi revenus des entreprises, les entreprises ont cultivé des trésors de guerre assez remarquables. Si on pousse le débat, très fondamentalement, en introduisant la baisse tendancielle des taux de profit, malgré les ponctions sur la valeur ajoutée que tu as signalées, on n'a pas remonté encore, on a sûrement remonté le profit à un niveau suffisant pour le capital suraccumulé. J'expliquerais peut-être les choix d'investissement ou de non-investissement de cette manière. Cela ne veut pas dire qu'ils ne font pas de profit. Dans la mesure où tu poses la réduction de la durée du travail comme moyen, je crois que c'en est un mais pas le seul. Qu'est-ce que, au fond, le chômage et la durée du travail excessive ? C'est quand même le revers de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Il ne faut pas se faire d'illusions. C'est l'existence de « l'armée de réserve ». L'armée de réserve est la contrepartie de la baisse tendancielle du taux de profit. Alors, dans les manières de relever le taux de profit, il y a cette sorte d'inflation financière qui se paye, finalement, en capital productif. C'est aussi un certain moyen de purger. Le décalage entre le niveau des Bourses et la production réelle est quand même un problème très inquiétant. Mais, je suis d'accord avec toi sur l'idée que les choses essentielles se passent dans la sphère productive. C'est pourquoi je crois qu'il y a en même temps blocage sur les deux terrains. Il y en a un que tu as beaucoup développé. Je trouve qu'il est explicable, selon ce raisonnement, qu'on essaye aussi de « marchandiser » à nouveau des secteurs retirés du marchand. Par exemple, la sécurité sociale, la santé, l'école, etc. On essaie de les remettre dans le marché, ce qui est une régression sociale très fondamentale, parce que c'était quand même des altérations relatives du système capitaliste d'être passés à ces systèmes. Or, on revient en arrière. On recrée partiellement des sphères marchandes. C'est un élément assez important dans la régression sociale. Il y a une question très fondamentale : je ne pense pas qu'on puisse seulement croire que la solution à la crise réside dans la mondialisation. On ne peut pas considérer, me semble-t-il, que le problème est seulement un problème de partage de la valeur ajoutée. Je crois qu'il y a un problème de création de la valeur ajoutée. Et, précisément, si on se place d'un point de vue qui nous est commun, celui de la satisfaction des besoins. Si on élargit la satisfaction des besoins français aux besoins dans le monde, c'est presque un besoin absolu dont il faut parler. Il ne s'agit pas de faire de la croissance à l'ancienne. Et ce n'est pas seulement par la durée du travail. Il y a une controverse que tu connais sur la qualité de vie, les problématiques de Gorz : faut-il faire de la croissance ou faut-il faire de la durée du travail ? Pour être très partisan de la baisse de la durée du travail, je pense qu'on ne peut pas totalement évacuer la question d'une croissance, d'un autre type, avec un autre type de productivité, évidemment. Cela serait un de mes points non pas de divergence mais sur lequel il me semble qu'on aurait intérêt à continuer le débat. Je crois que la durée du travail ne répond pas à tout. Même si elle constitue un axe d'actions très important pour le syndicaliste que

je suis. Mais, je crois qu'on a la nécessité d'aller encore plus loin, grâce, d'ailleurs, à un certain nombre de matériaux et d'idées de l'exposé et des réactions de cette assemblée.

Michel Husson :

J'ai envie de répondre par une boutade. Dans un texte qui est annexé à *Misère de la philosophie*, il y a un discours de Karl Marx sur « Libre échange et protectionnisme », où il dit : quant à faire, je préfère le libre échange parce que cela introduit plus de désordre dans l'économie mondiale et donc cela crée la nécessité de passer à quelque chose organisée de manière plus rationnelle. Il y a effectivement cet aspect là. Spontanément, cette mondialisation est contradictoire. Elle fait semblant d'unifier quelque chose qui ne peut l'être de cette manière. Elle crée du chaos au lieu d'introduire une organisation rationnelle. Par conséquent, l'idée que cela pourrait déboucher de manière spontanée, naturelle, vers un retournement positif est une idée contestable. En tout cas, il n'y a pas de précédents historiques.

Sur les remarques de Jean Magniadas. Je pense effectivement que ce sont les thèmes importants du débat. Mais la configuration dans laquelle on se trouve est plutôt celle d'un rétablissement du taux de profit qui n'enclenche pas réellement sur l'accumulation.

Jean Magniadas :

Précisons que je parle du taux de profit en général dans lequel il y a l'écart des taux de profit. Je pense que le taux moyen de profit a peut-être moins de signification que jamais. Mais il n'y a probablement pas baisse du taux de profit dans les grands groupes. Par contre, il faut voir ce qui se passe pour les petits. Il n'y qu'à voir les contrats de sous-traitance. Cela n'altère pas la loi générale de la baisse du taux de profit. Le taux de profit peut baisser en général mais ne pas baisser pour les grands groupes. Il n'y a qu'à voir l'argent public qu'on donne aux petits. Qu'est-ce que l'argent qu'on donne aux petits si ce n'est pour compenser cette baisse et assurer leur survie provisoire. C'est aussi un moyen de relever le taux de profit.

Michel Husson :

Il y a éventuellement une discussion difficile sur la mesure du taux de profit.

Jean Magniadas :

Bien sûr. Il est difficile de passer catégories théoriques à des catégories empiriques.

Michel Husson :

Oui, sauf que les catégories théoriques qui le restent sont inutiles. C'est pourquoi je suis assez farouchement empirique. Si on regarde par exemple les statistiques de l'INSEE sur les taux d'autofinancement, on voit qu'ils sont supérieurs à 100 %. Cela veut dire que, paradoxalement, les entreprises n'ont pas besoin de la finance pour financer leurs investissements. C'est l'autofinancement qui couvre. Le vrai mystère qui subsiste est donc que le taux d'accumulation ne reprend pas. Au fond, il n'y a pas de réponse qui soit différente du fait que c'est parce qu'on refuse de redistribuer du pouvoir d'achat aux salariés, parce que la demande sociale n'est pas compatible avec le maintien de ce taux de profit. D'une certaine manière, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit joue comme contrainte virtuelle parce qu'il y a une espèce d'anticipation qui fait que si on satisfait un certain type de besoins sociaux, il y aura baisse du taux de profit. C'est, encore une fois, quelque chose qu'il faut mesurer et qui n'est pas comparable avec la situation d'aucune autre période dans l'histoire du capitalisme, et c'est là qu'apparaît son côté obsolète, dans la mesure où, de son point de vue, la situation est excellente. Les profits boursiers sont considérablement élevés. Les structures financières se sont assainies. Les entreprises françaises se sont désendettées. Et pourtant, elles s'entêtent à ne pas investir. Cela veut dire que le capital à qui on donne toutes les bonnes conditions de fonctionnement ne redémarre pas du point de vue de l'accumulation et du point de vue de la croissance. C'est un phénomène nouveau. Aujourd'hui, le taux de profit tel que le mesurent l'OCDE et l'INSEE a retrouvé le niveau d'avant la crise. Pourtant, le taux d'investissement n'a pas repris, et la croissance reste faible. L'élément de crise très fondamental est qu'on se trouve dans un système à qui on donne toutes les conditions qu'il requiert pour fonctionner normalement et en est manifestement incapable.

Sur la sphère financière, les débats sont multiples, mais il y a des problèmes de méthode. Il faut faire attention à un certain nombre de choses. On ne peut pas regarder les placements financiers des entreprises sans tenir compte du développement des liaisons financières entre les entreprises. Donc, il faut consolider. Cela veut dire qu'on ne peut se contenter de dire que les entreprises ont fait beaucoup de placements financiers sans voir que ces placements sont aussi des actions que les entreprises se rachètent entre elles pour établir des liaisons financières. Lorsqu'on fait cela, on s'aperçoit que ce gonflement tout à fait énorme et très spectaculaire est relativisé. C'est-à-dire qu'il y a une densification des relations entre les entreprises. Il faut donc disposer d'une référence comptable ou à la loi de la valeur. Les entreprises ne peuvent pas faire uniquement que des placements financiers parce que les placements financiers ne créent pas de valeur.